

Taxe d'accise—Loi

M. Francis: Madame l'Orateur, je crois que mes propos se rapportent au bill. Rares sont les députés de l'opposition qui sont arrivés là où en est rendu le député de Peace River (M. Baldwin), leader de l'opposition officielle à la Chambre. D'après le *Globe and Mail* de ce matin, il a dit que le gouvernement a détraqué le système de climatisation dans l'espoir de faire céder l'opposition. J'ai un extrait du *Globe and Mail* de ce matin selon lequel le député a accusé le gouvernement d'avoir eu recours à ce subterfuge pour tenter de clore le débat sur le bill C-66. Rien de mieux pour montrer que la folie est de saison.

Tout argument possible a déjà été avancé bien des fois. J'ai l'expérience de ce genre de situation et je me demande en regardant l'opposition quand on en viendra au vote. Hier soir, il n'y avait pas assez de députés présents pour voter. Aujourd'hui, les choses ont l'air d'aller un peu mieux. Si on ne vote pas bientôt, nous verrons une poignée de députés de chaque parti faire le travail et la Chambre n'adoptera aucune loi. Je me souviens de l'été 1964. Nous avions siégé tout l'été pour débattre de la question du drapeau. Finalement, le débat s'est terminé grâce au règlement de clôture. Les députés sont en droit de se demander: «Pourquoi sommes-nous ici?» Sûrement à ce stade-ci on ne peut plus amener personne, par des arguments raisonnables, à modifier son vote.

● (1730)

Pourquoi poursuit-on la plaisanterie? Tous les députés sont en faveur d'un système de prix unique pour les produits pétroliers, avec des indemnités pour les frais de transport locaux. Pour trouver les 350 millions supplémentaires dont il a besoin pour subventionner les importations de pétrole brut étranger dans l'Est du pays, le gouvernement a proposé une taxe de 10c. par gallon d'essence, avec des remises pour les consommateurs commerciaux et industriels.

Les taxes, personne n'aime ça, et nos électeurs sont contre. Certains prétendent que le gouvernement aurait dû réaliser des économies sur d'autres programmes, sans préciser lesquels, ou encore abolir des programmes comme Information Canada, ce qui ne suffirait certainement pas à fournir l'argent requis.

D'autres prétendent que les recettes générales des impôts devraient servir à financer la subvention. Voilà un problème intéressant pour les économistes: que vaut-il mieux, taxer les utilisateurs ou imposer le revenu des particuliers et des sociétés? Je ne suis pas du tout d'accord pour que ceux qui n'ont pas d'automobile et qui sont souvent des gens âgés à la retraite soient imposés pour qu'on puisse subventionner les importations de pétrole. D'autre part, nous le reconnaissons tous, bien des gens sont obligés de se rendre au travail en automobile, et cette taxe de 10c. le gallon les touche durement. Mais, je le répète, c'est un débat que les théoriciens pourront poursuivre indéfiniment.

Malheureusement, il n'y a pas de taxe parfaite. A mon sens, il s'agit là d'une bonne mesure, aussi pratique et aussi juste qu'elle peut l'être en l'occurrence.

Des voix: Oh, oh!

M. Francis: J'entends des interpellations des néo-démocrates d'en face. Ils ont déjà leur bouc émissaire. Tout ça, c'est de la faute des compagnies pétrolières multinationales. Je ne dirais pas que ces compagnies n'ont pas profité de la situation pour accroître leurs profits. C'est possible. Mais hier soir, à la Chambre, le député de New Westmins-
[L'Orateur suppléant (M^{me} Morin).]

ter (M. Leggatt) a mentionné les profits d'Imperial Oil et a dit qu'elle était en grève et ne prospectait pas de nouveaux gisements. Lorsque j'ai précisé qu'Imperial Oil avait le plus gros budget de prospection qu'on ait jamais connu dans le delta du Mackenzie, le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) s'est écrié: «Oui, mais c'est notre argent qu'ils dépensent». La logique de cet argument me dépasse.

Une chose est claire, le NPD a un nouveau chef, à moins que ce ne soit toujours le même. Et il faut bien que les néo-démocrates se fassent entendre. Ils ont repris leur vieux tambour, lui ont repassé une couche de peinture et ils font un raffut du diable. Le nouveau chef qui se trouve être l'ancien a déclaré à la radio qu'il ferait siéger la Chambre tout l'été sur la question des modifications de la loi sur l'assurance-chômage. Comme le gouvernement n'a pas eu l'obligeance d'organiser un débat sur cette loi, son parti essaie depuis de remporter le plus d'avantages politiques possible au moyen de la taxe sur l'essence.

La véritable opposition à cette taxe d'accise sur l'essence vient du parti de l'opposition officielle, du parti conservateur. Tout le monde le sait, c'est un parti qui n'a pas de politique sur la question du pétrole. Dans l'Ouest du Canada, on se rallie au premier ministre de l'Alberta (M. Loughheed), et on exige que les Canadiens de l'Est, traités de toute sorte de noms, payent plus cher l'énergie qui vient de l'Ouest. Dans l'Est, on prend au contraire la défense du consommateur, dans la foulée du premier ministre de l'Ontario, Bill Davis. En s'opposant à cette taxe particulière, tous les conservateurs peuvent au moins se mettre d'accord sur quelque chose et dissimuler leurs contradictions internes.

Le véritable problème, monsieur l'Orateur,—et c'est, à mon avis, la véritable explication de ce débat—vient de ce qu'il va y avoir très bientôt des élections en Ontario. Après avoir cherché une solution, mais en vain, Bill Davis a consulté les sondages d'opinion, qui lui ont appris au printemps dernier que sa cote n'était pas très brillante.

Et voici maintenant que Bill Davis a trouvé ce qu'il pense être son véritable cheval de bataille. Apparemment, il va faire campagne contre le budget fédéral. Il va partir à l'aide de l'industrie automobile nord-américaine et relancer la construction. Enfin, il se promet d'être l'ami de l'automobiliste consommateur d'essence grâce à un programme qui retardera les augmentations du prix de l'essence entraînées par la hausse du prix du pétrole brut.

Le ministre des Finances (M. Turner) a fait passer le prix de base du pétrole brut de l'Ouest de \$6.50 à \$8 par baril à partir du 1^{er} juillet, ce qui correspond à une hausse de 5¢ par gallon au détail. Grâce aux stocks qu'ils ont accumulés, beaucoup de raffineurs auraient réalisé des bénéfices inattendus si on leur avait permis d'accroître leurs prix sur-le-champ. On leur a demandé d'attendre 45 jours. C'est-à-dire jusqu'au 15 août. Le premier ministre Bill Davis a fait mieux: il a décrété un blocage de 90 jours, soit jusqu'au 30 septembre.

Des voix: Bravo!

M. Francis: Je vois des députés applaudir dont mon collègue de l'Est de l'Ontario. Mais nous de l'Est de l'Ontario sommes pleins d'appréhension sur ce qui va nous arriver entre le 15 août et le 30 septembre. Notre essence nous vient des raffineries de Montréal qui s'alimentent en brut importé. Comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) l'a souligné, les raffineries de Montréal dans l'ensemble disposent de stocks plus faibles que celles de Toronto qui s'alimentent au brut canadien de